

Je puis dire que le Royaume-Uni a ouvert le débat et que les autres délégués ont ensuite formulé leurs observations. J'ai eu l'honneur de parler à la suite de tous les autres délégués du Commonwealth et, ensuite, le délégué du Royaume-Uni, le chancelier de l'Échiquier, a clos le débat.

L'hon. M. Chevrier: Le ministre me permettrait-il de lui poser une question? Quand le ministre fait des observations si élogieuses à l'adresse du ministre du Commerce, vise-t-il aussi la décision qu'a prise cet honorable député de communiquer le texte de son discours à la *United Press*?

L'hon. M. Fleming: Si l'honorable député avait suivi attentivement ce que mon collègue a dit à la Chambre, il y a deux jours, il saurait très bien que mon collègue a affirmé n'avoir pas transmis sa déclaration aux journaux et que la chose s'est faite à son insu.

M. Benidickson: Rien n'empêche que cela a été dit.

L'hon. M. Chevrier: Vous voulez dire qu'il le dit sans le dire?

L'hon. M. Fleming: Ce n'est pas ce que je veux dire. Tenez-vous-en à ce que j'ai dit seulement. On aurait pu croire que chacun aurait fini par prendre note de ce qu'a dit récemment, au pays, le très honorable Reginald Maudling, président du *Board of Trade* du Royaume-Uni. M. Maudling était un des deux délégués ministériels du Royaume-Uni à cette conférence. Il s'est occupé de cette question depuis quelques années, lorsqu'il était trésorier général du gouvernement britannique, en 1957 et en 1958, en ce qu'il a été chargé, à cette époque-là, de mener les négociations en vue de l'adhésion de l'Angleterre à l'ancien programme de la zone de libre-échange industrielle en Europe. M. Maudling a étudié cette question depuis des années et en connaît tous les aspects. Parlant à Toronto, il n'y a pas deux jours, M. Maudling a fait, à cet égard, une déclaration qui devrait constituer une réponse suffisante à ceux qui se permettent de faire des déclarations trompeuses à ce sujet et à propos de l'attitude du Canada à cette conférence. Le communiqué de *La Presse canadienne*, émanant de Toronto en date du 26 septembre, est rédigé comme il suit:

Si le prix de l'adhésion au Marché commun d'Europe est la dislocation du Commonwealth, le prix en est alors trop élevé, a déclaré aujourd'hui Reginald Maudling, président du *Board of Trade* de la Grande-Bretagne.

Toutefois, il pense que ce serait possible que la Grande-Bretagne se joigne au Marché commun sans se voir imposer la peine que certains craignaient de la part du Commonwealth.

«Voilà ce que nous essayons de déterminer», a-t-il dit en parlant des négociations éventuelles de la Grande-Bretagne avec les pays du Marché commun.

[L'hon. M. Fleming.]

M. Maudling, dont la position au sein du cabinet britannique correspond à celle du portefeuille du commerce au sein du cabinet canadien, a exprimé ses vues à une conférence de presse qui a suivi le discours qu'il a fait à la conférence annuelle de trois jours que tient actuellement l'Institut canadien des comptables agréés. Affirmant qu'un quart des exportations de la Grande-Bretagne est assujéti au régime préférentiel du Commonwealth, il a dit que les préférences sont plus importantes que certains le croient. A quelqu'un qui lui demandait si ces préférences peuvent être maintenues, à supposer que la Grande-Bretagne se joigne au marché européen, il a répondu: «C'est une erreur d'essayer de prévoir ce qui peut ou ne peut pas être fait, avant que les négociations soient amorcées. Les préférences dont nous bénéficions sont très importantes et j'espère qu'on les préservera le plus possible.»

De la récente réunion des ministres du Commonwealth à Accra, au Ghana, il a dit que c'était «la meilleure discussion que nous ayons jamais eue». Il n'a pas partagé toutes les vues qui y ont été exprimées, mais il juge que toutes étaient raisonnables.

«On a exprimé quelque inquiétude», a-t-il poursuivi, «mais personne n'a été jusqu'à dire qu'il était impossible à la Grande-Bretagne d'entrer dans la communauté européenne tout en maintenant le Commonwealth, même si l'on avait l'impression qu'arriver à cet état de choses serait difficile.»

La Grande-Bretagne a laissé entendre qu'elle n'était pas prête à faire partie du Marché commun, à moins de prévoir les sauvegardes qui s'imposaient pour le Commonwealth. D'autres représentants ont exprimé un certain souci à l'idée que la Grande-Bretagne ne pourrait peut-être pas obtenir ces sauvegardes et que les négociations risqueraient de se rompre, ce qui nuirait à tout le monde.

Voilà donc la déclaration authentique de M. Maudling, l'un des deux ministres britanniques qui représentaient le gouvernement du Royaume-Uni à cette conférence.

En ce qui concerne le point de vue du Royaume-Uni, la conférence n'en a laissé entrevoir rien de nouveau, au delà de ce que M. Sandys avait déjà signalé au gouvernement lorsqu'il était ici le 14 juillet, et de ce qu'avait dit le premier ministre Macmillan au Parlement de Westminster pendant le débat qui s'y est déroulé au milieu de l'été.

La façon de voir du Royaume-Uni était la suivante: le Royaume-Uni n'avait pris aucune décision d'entrer dans la Communauté, mais les négociations étaient nécessaires afin de bien établir les conditions auxquelles il serait possible à la Grande-Bretagne d'en devenir membre. Autrement dit, on a bien souligné que ces négociations tendaient à déterminer les conditions auxquelles il serait possible à la Grande-Bretagne d'entrer dans la Communauté. La déclaration de M. Macmillan au cours du débat de Westminster a été répétée, soit que les négociateurs britanniques feraient tout leur possible pour défendre les intérêts du Commonwealth, c'est-à-dire les partenaires de la Grande-Bretagne dans l'association européenne de libre-échange et l'agriculture britannique. Ce n'est qu'après avoir tenu compte de toutes ces questions qu'on